

LE TEMPS DE LA DICTATURE RENTIÈRE EST COMPTÉ

Entretien avec Omar Benderra*

Q

Quelle est la situation politique et économique de l'Algérie aujourd'hui ?

★ Omar Benderra– Le régime en place depuis le coup d'État du 11 janvier 1992 est complètement bloqué, sans emprise sur la réalité. Malade, le président de la République n'est plus depuis longtemps en capacité de remplir son rôle et il apparaît que c'est son entourage qui expédie les affaires courantes. L'état de santé déclinant et l'âge avancé des deux autres principaux dirigeants algériens, le chef du DRS (police secrète militaire) et le chef de l'armée, impliquent que le renouvellement au sommet, sans cesse reporté, devra avoir lieu dans des échéances rapprochées. Plus que jamais, seuls les appareils de sécurité, dont les chefs dirigent *de facto* ce qui reste d'État, demeurent opérationnels. L'ambiance est plombée par la baisse des prix pétroliers, le climat de stagnation est aggravé par une inquiétude diffuse, mais si rien ne fonctionne vraiment, l'ordre est maintenu. Dans l'organisation actuelle, le gouvernement est une instance de répartition de la rente, l'administration est en déshérence, l'appareil judiciaire, comme la presse, est rigoureusement sous contrôle. Dans les faits, il est interdit de faire de la politique. L'opposition réelle est muselée, les syndicats indépendants sont réprimés, aucune organisation autonome n'est tolérée.

* Ancien banquier en Algérie, membre du CISA ; interview réalisée à Paris le 25 mars 2015 par M. S. et C. L.

Le seul élément nouveau depuis la réélection – aussi frauduleuse que l'ensemble des consultations organisées depuis le coup d'État – en avril 2014 d'un président physiquement très diminué pour un quatrième mandat, est l'émergence sur la scène publique d'une caste de capitalistes sur le modèle des oligarques des pays anciennement membres de l'Union soviétique. Ces milliardaires sont pour l'essentiel de pures expressions du parasitisme de la rente par l'affermage des importations et la captation d'une partie substantielle des faramineuses dépenses publiques engagées depuis le début des années 2000 grâce à la très forte – et durable – hausse des prix du pétrole.

Depuis le démantèlement du secteur public et la brutale compression des dépenses sociales, dans le sillage de l'ajustement

structurel de 1994 sous supervision du FMI, l'Algérie a adopté un modèle bancal d'ultralibéralisme contrôlé par les barons du régime et leurs services de sécurité. Incapables d'envisager et de conduire une politique économique intelligible par tous les acteurs, les dirigeants effectifs de l'Algérie ont profité de la manne pour lancer des projets pharaoniques d'infrastructures sans impact sur l'activité, la production interne et la création d'emplois. Mais ces projets confiés à des sociétés étrangères ont coûté des dizaines de milliards de dollars, comme l'autoroute est-ouest – un record mondial de cherté – ou la réalisation d'hôpitaux, et ils ont donné lieu à une gigantesque fuite de capitaux. Les projets de moindre importance ont été attribués à des clients du système dans la plus complète opacité.

Dans le même temps, les « décideurs » ont privatisé de manière ultrasélective le très lucratif secteur des importations en attribuant de manière régaliennne des pans entiers du commerce extérieur à des importateurs « agréés » organisés en véritables oligopoles. L'allocation autoritaire de gisements de rente est particulièrement visible dans le médicament, l'alimentaire, l'automobile... En bloquant de fait les investissements productifs et en distribuant des subsides à tous vents pour acheter la paix sociale, les responsables algériens ont très fortement stimulé les importations. Il faut noter que ces importations en croissance marquée et constante depuis près de vingt ans (elles atteignent environ 59 milliards de dollars en 2014 contre près de 64 milliards de dollars de revenus d'exportation) sont essentiellement composées de biens de consom-



mation finale, la part des intrants de production se réduisant année après année comme peau de chagrin. Ce qui est le signe évident d'une régression inquiétante des activités de transformation et de production internes. Bénéficiant de revenus colossaux, d'un niveau inédit, le régime enfermé dans la spirale de gabegie nourrie par le clientélisme ne parvient à aucun moment à impulser une dynamique d'investissement. Les décideurs algériens se révèlent strictement incapables de créer les emplois espérés par une jeunesse qui, aujourd'hui comme hier, ne trouve d'issue à son désespoir que dans la fuite et l'émigration clandestine.

Dans un pays sans représentation légitime et sans institutions réelles, les oligarques pèsent aujourd'hui d'un poids certain dans les équilibres internes du régime. Ce sont eux qui ont porté à bout de bras la « réélection » d'Abdelaziz Bouteflika. Ils ont ainsi démontré leur capacité à faire alliance avec des secteurs décisionnaires de la police politique ou de l'armée pour orienter des choix stratégiques dans le sens de leurs intérêts. Ces nouveaux acteurs ne jouent un rôle éminent que du fait du vide politique organisé et maintenu par la police politique. Les opposants réels, souvent des personnalités intègres et de qualité, sont surveillés, marginalisés. À l'inverse, des hommes de paille sont présentés comme des opposants par les médias aux ordres. Cette distorsion de réalité contribue à alimenter une forme d'anomie sociale caractérisée par une véritable indifférence civique, à la limite de la désobéissance, observée par la vaste majorité de la population. Écœurée par les manipulations incessantes, la société ne se reconnaît dans

aucun acteur public, n'a confiance en personne et ne répond à aucun mot d'ordre. Les populations n'admettent que des enjeux locaux, pour lesquels l'émeute est le mode de revendication le plus commun. Le peuple algérien est ainsi étranger dans son propre pays, il subit une dictature inepte mais perverse et, instruit par l'expérience, n'adhère en rien à ses orchestrations. On oublie trop souvent que ce peuple a subi tout au long des années 1990 et jusqu'au début des années 2000 une sale guerre antisubversive menée dans le cynisme le plus complet par des généraux putschistes et des maquis tout aussi sanguinaires – dans les milieux de l'information, la consigne est de l'évoquer le moins souvent possible et jamais trop précisément (de même en France, où le régime dispose de nombreux relais, y compris à la gauche de la gauche). Les Algériens ont très vite compris qu'ils étaient les premières victimes de cette guerre de l'ombre. Devant ce passé récent et une réalité politique très particulière, ceux qui espéraient un « printemps arabe » en Algérie se berçaient d'illusions. D'autant plus que les Algériens ne sont pas absolument pas dupes des manœuvres de déstabilisation entreprises dans tout le monde arabo-musulman...

Ce qui nous amène à la question suivante : quelle est la situation de l'Algérie dans un environnement régional et international très instable ?

★ O. B. – Avant de répondre directement à votre question, je crois qu'il est utile pour vos lecteurs que soit sommairement dressé un état des lieux de la région méditerranéenne, africaine et arabe. L'ensemble Maghreb-Machrek, partie es-

sentielle du « Grand Moyen-Orient » des stratèges néoconservateurs, constitue aujourd'hui l'axe de crise majeur au plan global. La guerre contre l'Irak de 1990 a été l'acte inaugural de la mise en œuvre d'une programmation impériale conçue dans les années 1950 et qui n'avait pu être déployée du fait de l'opposition résolue de l'URSS. Il s'agit de recomposer ce vaste espace géopolitique qui va de l'Atlantique au Proche-Orient (et si possible jusqu'au Caucase) pour assurer la domination à long terme de l'impérialisme sur ces régions et leurs ressources. Cette stratégie est clairement mise en œuvre en Syrie, où les revendications citoyennes des premiers temps de la contestation du régime baathiste ont été rapidement reléguées aux oubliettes par des organisations surarmées par les Occidentaux et leurs alliés régionaux.

La présente phase de « chaos créatif », pour reprendre la formule de la sinistre Condoleezza Rice, secrétaire d'État de G. W. Bush, évoquant le *New Middle East*, est le temps inaugural de la destruction des vastes États « modernes », l'Irak et la Syrie d'abord, hérités de l'ère coloniale et leur reconfiguration en plusieurs nations, sunnite, chrétienne, chiite, kurde, druze, etc. En bref, les guerres civiles devraient permettre d'homogénéiser de nouveaux États sur des bases ethnico-confessionnelles, plus malléables et plus ouverts aux intérêts des multinationales. On le comprend sans peine, il s'agit de conforter les micro-États médiévaux de la région et d'installer l'Arabie saoudite comme suzerain indiscutable d'un camp sunnite qui participerait au *containment* de l'Iran et du Hezbollah. C'est ce rôle de relais régional que défend l'Arabie saoudite en attaquant

aujourd'hui le Yémen. Tout comme on comprend bien – et les idéologues néoconservateurs américains ne le cachent nullement – que l'objectif ultime de cette vaste restructuration spatiale et humaine est de légitimer Israël en tant qu'État confessionnel juif. La question palestinienne, qui se dissoudrait dans les nouvelles entités nationales issues du maëlström actuel, serait définitivement résolue pour assurer une existence et une hégémonie pérennes à la tête de pont occidentale dans la région.

L'agression de l'OTAN contre la Libye en 2011 entre dans la même perspective d'émiettement d'États postcoloniaux vulnérables et encore très embryonnaires mais qui n'étaient pas strictement alignés sur l'Occident. Des régimes certes liberticides, mais qui ont osé manifester des velléités d'indépendance en exprimant la volonté de concevoir leur avenir hors du diktat impérialiste. Les dictatures qui se sont succédé après les indépendances n'ont pas consolidé – c'est un euphémisme – les États qu'elles ont investis. Le démembrement du Soudan en 2011 a ouvert la voie : l'intégrité territoriale des États africains n'est plus un tabou. Aux frontières sud de l'Algérie, la déstabilisation de la région sahélo-saharienne est un paramètre de long terme aux conséquences imprévisibles. La Libye, déchirée durablement entre diverses factions et groupes radicaux, est la base arrière de la déstabilisation de la Tunisie et au-delà. L'intervention militaire néocoloniale qui a suivi en janvier 2013 des manœuvres subversives et criminelles dans la zone parviendra-t-elle à ramener des États inexistantes à administrer des populations et des régions



abandonnées? On peut légitimement en douter. La déstabilisation de la région est devenue structurelle et devrait s'élargir à l'Afrique centrale et de l'Ouest...

Dans ce panorama afro-arabe rapidement esquissé, seule la Tunisie a réussi une transition démocratique qui ne semble arranger les affaires d'aucuns de ses partenaires, tous *embedded* dans la guerre éternelle contre le terrorisme. Il est utile de rappeler que l'ingénierie idéologique, politique et financière de ce terrorisme, celui d'Al-Qaïda ou celui de l'État islamique, procède incontestablement du wahhabisme saoudite, allié historique des États-Unis. L'impérialisme fabrique ainsi ses logiques d'intervention tout en déstabilisant durablement des régions entières. L'Algérie est donc bien dans l'œil d'un cyclone géostratégique provoqué par l'impérialisme américain et ses suppôts du Golfe. Mais plus que le renforcement de ses capacités militaires, c'est bien la conscience des enjeux par de larges catégories de la population qui participe de la défense de l'intégrité du pays et de sa souveraineté ultime. Le refus populaire des révolutions « de couleurs » et autres « printemps » promus par des agitateurs politiques parfaitement identifiés se fonde sur une vraie connaissance des objectifs inavoués de ces manœuvres mais aussi des acteurs tant locaux qu'étrangers. Même s'il s'est trouvé des journaux « indépendants » qui ont défendu l'intervention occidentale contre Tripoli, il n'est pas beaucoup d'Algériens dupes des intentions d'un propagandiste comme Bernard-Henri Lévy, fer de lance de l'ingérence « humanitaire » et du bombardement « démocratique » de la Libye. Pas plus que les Algériens, qui ont

particulièrement suivi le démembrement de la Yougoslavie, n'oublie le rôle de l'OTAN durant la guerre de libération nationale.

Ce refus de l'ingérence ne signifie pas que l'Algérie soit immunisée contre des mouvements de rue de plus ou moins grande magnitude. L'inévitable renouvellement des figures de proue de la dictature est un processus complexe, incertain et lourd de dangers. L'histoire récente l'a montré : à chaque fois que le régime n'arrive pas à dépasser ses crises internes, il n'hésite pas à créer les conditions de l'émeute. Le système a commencé à se lézarder à partir des manifestations d'octobre 1988...

Mais les émeutes d'octobre 1988 avaient un soubassement économique qui nourrissait le mécontentement populaire...

★ O. B. – C'est exact, la dégradation des conditions de vie des populations liée à la chute des prix du pétrole en 1986 a nourri un mécontentement profond propice à toutes les manipulations d'appareil. Or la baisse actuelle des prix est peut-être plus grave encore pour une économie qui tire 98 % de ses revenus extérieurs des exportations d'hydrocarbures et dont le prix d'équilibre du baril de pétrole pour le budget de l'État est de l'ordre de 120 dollars. À l'évidence, le niveau des prix actuels, autour de 50 dollars, n'est pas soutenable sans un ajustement encore plus pénible que ceux engagés au début des années 1990.

Je ne souhaite pas ennuyer vos lecteurs avec une litanie de chiffres, par ailleurs tout à fait disponibles, mais il peut être dit que grâce à ses réserves de changes, l'économie algérienne sera à même de faire face à ses dépenses pendant deux ou trois ans encore. Mais, à moins d'un

redressement – très incertain – des prix mondiaux, après la déplétion de ces réserves ce sera le retour à l'endettement et le saut dans l'inconnu. Comme tout un chacun peut l'observer, l'investissement productif et la diversification ne font pas partie des références économiques de ce régime. Il ne voit son salut que dans la fuite en avant et l'exacerbation de ses propensions rentières en prônant maintenant, contre l'avis des experts et des populations concernées, le recours aux gaz et pétrole de schiste.

La fracturation hydraulique qui met en péril les ressources hydriques fossiles de toute la région suscite une grande mobilisation populaire des habitants de la région d'In-Salah, soutenus par de nombreux experts. La menace sur l'environnement et l'avenir de la région, et donc du pays, est très importante. Pourtant le régime, soucieux de donner des gages aux milieux occidentaux qui le soutiennent, est prêt à réprimer plutôt que renoncer à une technique aussi dangereuse que peu rentable. Les experts financiers spécialisés – comme Deborah Rogers – qui évoquent la *shale bubble*, une bulle spéculative du gaz de schiste, le démontrent sans équivoque : l'exploitation des gaz de schiste n'est rentable que sur un bref moyen terme, de l'ordre de quatre ou cinq ans. Au-delà, les coûts d'exploitation deviennent exorbitants et interdisent d'envisager le moindre profit. Ainsi, les dirigeants algériens sont prêts à assumer la destruction durable d'une région fragile mais au potentiel agricole réel pour une rente des plus éphémères. Mais le régime n'a cure de l'avenir du pays, il n'est obnubilé que par sa seule survie, comme l'illustrent les tentatives

d'instrumentalisation de la révolte pacifique des habitants du Sud par la police politique dans le contexte de la lutte pour la succession.

À ce propos, que pensez-vous de cette liste d'Algériens détenteurs de comptes à HSBC-Genève ? Après les affaires Chakib Khelil et celle de l'autoroute est-ouest, on a le sentiment que l'Algérie est rongée par la corruption.

★ O. B. – Que des Algériens détiennent des comptes à Genève est une réalité très ancienne, antérieure à l'apparition sur la scène européenne de cette banque britannique. Il existe en Suisse des établissements bien plus efficaces et beaucoup plus soucieux de discrétion. C'est plutôt en direction de ces très respectables banques privées qu'il faudrait rechercher les dépôts et les avoirs des authentiques détenteurs de capitaux. Ceux-là ne prendraient pas le risque de s'afficher dans une banque aussi « visible », une banque pour seconds couteaux. J'ai été néanmoins surpris de voir des noms d'affairistes connus figurer sur cette liste.

Au-delà de cette péripétie helvétique sur laquelle la justice souveraine d'un État algérien réhabilité reviendra certainement, la corruption n'est pas une fatalité tombée des nues : elle procède d'un système de non-droit qui se nourrit d'opacité pour organiser le détournement des ressources publiques. De ce point de vue, le régime algérien ne déroge pas à la règle commune à toutes les dictatures dont le discours nationaliste sonne creux depuis très longtemps. Les ultimes vestiges de la guerre de libération en son sein ont été purgés lors du coup d'État du 11 janvier 1992. S'il n'y a plus rien d'émancipateur dans ce système, il subsiste bien sûr des cadres et des



travailleurs intègres. Mais tout ce qu'entreprind la direction sécuritaire et politique est entaché de suspicion.

Aux plus hauts niveaux décisionnels, la corruption est en effet omniprésente et l'ensemble des mécanismes de gestion et de régulation du pays est donc influencé par cette perversion. La corruption n'est pas seulement préjudiciable à l'économie du pays, sa banalisation révèle la dégradation des valeurs, le sauve-qui-peut individuel et la perte de sens à la racine du désordre algérien. À cet égard, le scandaleux règne (de 1999 à 2010) au ministère de l'Énergie de Chakib Khelil, agent des multinationales pétrolières, est emblématique de cette dérive criminelle. Grâce à la justice italienne, l'opinion algérienne a pu observer dans le détail le mode opératoire des réseaux de commissionnement réunissant un ministre escroc agissant pour le compte de ses protecteurs, des intermédiaires véreux et des sociétés pétrolières crapuleuses.

On évoque des montants astronomiques...

★ O. B. – Les montants sont en effet significatifs, mais les prélèvements illicites multiformes depuis les années 1970 sont une pratique instituée. Ces capitaux soustraits au peuple algérien sont transformés en patrimoines et en actifs – il ne s'agit pas seulement de comptes en banque. Et il ne s'agit pas de centaines de millions de dollars, mais infiniment plus. La capitalisation de la corruption algérienne est énorme – elle se chiffre en dizaines de milliards de dollars – mais très difficilement quantifiable. Quid des pots-de-vin sur les contrats de réalisation d'infrastructures ? Quels sont les chiffres brassés par la banque clandestine qui vend des dinars – depuis les années 1960 – aux sociétés pé-

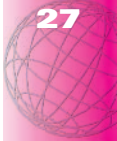
trolières actives en Algérie ? Quelle est la surface de cette banque officieuse qui assure la compensation devises/dinars depuis des dizaines d'années ? À quels montants faut-il évaluer les tickets d'entrée sur les gisements pétroliers algériens ? La liste des sources de détournement est longue... La lumière sera faite un jour sur l'ampleur précise des extorsions. Mais au-delà de l'enrichissement sans cause par l'extorsion et la misère du plus grand nombre, de la corruption il demeurera l'imprescriptible indignité de ses acteurs.

Le bilan que vous tirez de ces quinze dernières années est sans appel, pourtant l'espoir existe ?

★ O. B. – De fait, si les quinze années de l'ère Bouteflika resteront comme celles d'un incroyable gaspillage et du recul de la souveraineté, il faut souligner que l'orientation régressive du pays est plus ancienne: le déclin accéléré coïncide avec le pronunciamiento de janvier 1992. Les paroxysmes de violence, les massacres, les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées ont commencé avec ce coup de force¹. Ces crimes ont profondément dégradé le lien social et démoralisé pour longtemps toute la société. Observons que le démantèlement de l'État social et les privatisations à l'encan et au gré à gré se sont déroulés précisément durant ce temps effroyable de la guerre contre les civils. La doxa néolibérale présentée comme la voie unique vers la croissance et l'expression même de la modernité a été imposée par le fer et le feu. L'ultralibéralisme selon la dictature se traduit par une concentration outrancière du revenu national au profit d'une caste de nantis et le creusement inédit d'inégalités insupportables.



³ Voir les dossiers détaillés constitués pour la session spéciale du Tribunal permanent des peuples consacrée en 2004 aux « violations des droits de l'homme en Algérie (1992-2004) », accessibles sur le site www.algerie-tpp.org.



Sur une population totale de près 38 millions d'habitants, environ 15 millions vivent dans la précarité. Selon la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme, 9 millions d'Algériens survivent avec moins de deux dollars par jour. De l'autre côté du spectre social, une minorité de privilégiés, environ 10 % de la population, assume un train de vie inimaginable pour ces millions d'Algériens exclus du système de santé et qui ne survivent que par les subventions permises par la rente pétrolière. La paix sociale, autorisée par la rente, est assurée par les subventions sur les prix des produits de première nécessité et des crédits à la consommation à la remboursabilité théorique. À l'évidence, et malgré la manne qui s'est déversée sur le régime, ni la croissance ni la modernité ne sont au rendez-vous. Qu'advient-il quand les marges de manœuvres encore permises par les réserves de change – 190 milliards de dollars – disparaîtront ? Le retour à l'endettement ?

Les alternatives à cette aberrante stérilité et à la faillite programmée existent pourtant. Elles sont de diverses natures et se fondent toutes sur une approche réaliste de soutien à la production nationale, privée et publique. Ce qui suppose évidemment un certain volontarisme, une administration efficace et, par-dessus tout, la priorité à l'investissement sur les activités parasites, cet affairisme rentier, qui sapent les fondements de l'économie et usent les ressorts de la société. Le préalable est donc de nature morale et politique : il s'agit de remettre l'intérêt de tous, l'intérêt du peuple, au centre des stratégies et donc de retrouver une logique de développement fondée sur le principe de réalité, sur la pro-

duction et le travail, sur la reddition de comptes et la transparence. Une stratégie en lien avec le modèle social équitable forgé au cours de la lutte de libération du pays. Personne aujourd'hui ne conteste l'impérialité de ce régime, on voit en pleine lumière la catastrophe sociale et économique provoquée par le type d'insertion dans l'économie globale réalisée par des dirigeants aussi corrompus qu'incompétents. Ce régime a fait de l'Algérie une sorte de Gabon maghrébin. Tant qu'il prévaudra dans ses formes actuelles, il n'y aura aucune évolution, nul progrès ni croissance économique, quelles que soient les préconisations. Mais peut-on pour autant en souhaiter l'effondrement pour envisager le redressement ? C'est bien à ce niveau que se situe la quadrature du cercle algérien et qu'apparaît plus nécessaire que jamais la nécessité du compromis, la nécessité du politique pour assurer une transition la plus maîtrisée possible, la plus rationnelle.

Alors oui, bien sûr, l'espoir demeure et ce passage le plus pacifique possible vers une organisation politique fondée sur le droit et les libertés est un défi que le peuple algérien saura relever tôt ou tard. S'il n'y a pas de fatalité de l'échec, l'issue d'un combat pour le droit et la liberté engagé depuis des dizaines d'années est impossible à prévoir. Or, le temps est compté et les dangers s'accumulent. « *Chaque génération doit dans une relative opacité découvrir sa mission, la remplir ou la trahir* », disait Frantz Fanon dans *Les Damnés de la terre*. Alors oui, l'espoir existe et il appartient donc à chacun de choisir, ou non, sa voie et sa façon de lutter pour des lendemains meilleurs.★